



Assemblée générale du 23 mars 2007 Valence (Drôme)

Rapport moral

L'année 2006 a été une année de stabilisation de la fédération avec une équipe maintenant complète et structurée. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas encore des évolutions et des adaptations, toujours dans le souci d'être au plus près des adhérents et de renforcer notre capacité de mise en réseau, tant en interne, au sein de la fédération, que pour les collaborations avec d'autres.

A Théoule en 2001 nous vous avons proposé l'objectif de régionalisation qui se déclinait autour de 3 nécessités :

- Connaître les adhérents, leurs actions et leurs préoccupations,
- Se connaître entre nous, afin de susciter une dynamique de réseaux,
- Faire connaître auprès partenaires et des pouvoirs publics les engagements, actions et réalisations menés par les uns et les autres.

Compte tenu des moyens espérés, nous vous avons proposé un découpage en 5 régions, là aussi des aménagements structurels ou de fonctionnement pourront être envisagés, l'important étant de trouver le meilleur niveau de concertation.

Cela pourra faire partie du débat que nous pourrons avoir, notamment à propos des objectifs que nous voulons vous proposer pour 2010.

En juillet 2006 a été mis en place le département Conseil Formation avec l'arrivée de Formasev au sein de la Fédération. C'est beaucoup plus qu'un outil, c'est une nouvelle dynamique, dont nous aurons l'occasion de parler au cours de notre assemblée. Je tiens cependant dès maintenant à remercier l'Asev pour tout le chemin parcouru qui a permis cette collaboration renouvelée.

Cette année a également été marquée par l'arrivée de nouveaux adhérents, associations et fondation, qui se présenteront au cours de notre assemblée générale. C'est une chance que de les accueillir et de pouvoir renforcer ainsi les liens avec eux, dans leur diversité, à l'image de cette caractéristique bien particulière de notre fédération qui réunit des secteurs aussi différents que le sanitaire, le médico-social, le social, des fondations multi établissements, des associations gestionnaires ou encore des actions menées par de seuls bénévoles.

Enfin, et vous l'aurez remarqué, ces derniers mois un important travail a été fait sur notre politique de communication, tant pour la revue Proteste que pour les lettres régionales et le site Internet qui permet à chacun d'avoir accès à beaucoup d'informations et aux veilles thématiques transmises par les secrétaires régionaux. Là aussi, tout comme pour la formation, c'est une nouvelle dynamique qui se met en place, dont nous pouvons penser qu'elle sera vraiment utile à la vie de la fédération.

Que ceux qui ont permis cette réalisation en soient remerciés.

Tout ce qui vient d'être évoqué s'articule autour d'un seul et même objectif : faire de la fédération un véritable **réseau** au sein duquel chacun pourra trouver du partage d'expériences, des complémentarités d'action et une solidarité.

Cet objectif de réseau, sa constitution et son animation ont été au centre de la réflexion et de l'action du conseil d'administration ces dernières années, et cela n'a pas toujours été facile du fait d'un contexte assez mouvementé au sein de l'équipe avec des absences pour maladie, des départs, de nouveaux recrutements pour les secrétaires régionaux et le chargé de communication, sachant qu'en

plus 3 secrétaires généraux se sont succédés en peu de temps : Robert Mollet, Abia Muller et enfin Olivier Brès, officiellement en poste depuis le 01 juillet dernier.

En ce qui concerne le conseil d'administration, cette année est une année électorale.

Il faut remercier Suzanne Muller, Samuel Männlein, Olivier Landes, François Rochat et Philippe Vatinel du concours qu'ils ont apporté à la Fédération.

Pour ce qui me concerne, au terme de 2 mandats de président, j'ai estimé qu'il fallait procéder à un renouvellement, ce pourquoi je ne solliciterai pas un nouveau mandat. Sachez cependant que j'ai accepté l'invitation qui m'a été faite de rejoindre le comité d'honneur, - que je préférerais pour ma part qualifier de « comité de soutien » à notre fédération - et à ce titre je continuerai la réflexion et l'action entreprises avec vous.

Je reste en effet toujours convaincu de la nécessité qu'il y a de donner pleinement vie aux principes énoncés dans notre charte.

A travers elle nous prenons le risque d'affirmer des principes fondamentaux que nous nous devons de mettre en pratique.

Déclarer en effet que :

« *La pauvreté et les précarités, le chômage, la solitude, l'exclusion et de multiples formes de souffrances ne sont pas des fatalités* », est essentiel.

Nous savons effectivement combien la pauvreté et la précarité ne sont source que de souffrances personnelles comme de tensions sociales, et combien elles condamnent ceux qui les vivent à un état d'incertitude, d'angoisse et de dépendance. Faut-il rappeler que *précarité* signifie ce qui est obtenu par la prière (du latin *precare*), et que ce qui est ainsi obtenu, « le précaire », terme juridique, reste soumis au bon vouloir de celui qui l'accorde et peut donc le reprendre.

Par ailleurs nous savons qu'on ne prie qu'un plus puissant que soi, ce qui interroge sur l'égalité, et voilà qui nous conduit rapidement à la pauvreté. De tous bords actuellement vient le même constat : il n'y a jamais eu autant de richesses circulant dans le monde et jamais les inégalités n'ont autant augmenté. 1 milliard de personnes dans le monde vivent avec moins de 1 euro par jour, et, en France, selon les statistiques de l'Insee, on compte 7 millions de pauvres. Même si leur situation est majoritairement différente de celle de plus démunis de la planète, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui encore, en France, on peut mourir de misère, de solitude et de privation.

Le refus de la fatalité, - tel que nous l'exprimons, - ne peut que nous mettre en mouvement. C'est parce que nous ne croyons pas en la fatalité que nous pouvons et devons prendre le risque de lutter contre les situations qui font les malheurs des femmes et des hommes et les malheurs du monde.

Le refus de la fatalité conduit à ne pas rester au constat du malheur, mais à en examiner les causes et agir pour y remédier. C'est du reste ce que nous affirmons au paragraphe suivant de notre charte en disant que ces souffrances :

« ... *sont des signes manifestes et douloureux d'un ordre culturel, social et économique qui ne laisse que peu de place aux êtres fragiles et vulnérables* ». Et nous précisons que : « *Ces atteintes à la dignité humaine sont en contradiction avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et en opposition avec l'Évangile* ».

Si nos références sont la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Évangile, alors nous devons agir en conséquence. Nous devons sans cesse, toujours et partout considérer la vie sociale au travers du prisme des droits des êtres humains, tout comme nous devons recevoir et accueillir l'autre, celui que nous rencontrons, comme notre semblable et notre frère.

Voilà qui ne peut que conduire à des actions concrètes et à un **engagement** dans la cité.

C'est d'une véritable exhortation à la **vigilance** dont il s'agit, c'est un appel au **refus** de toute injustice et à la **résistance** contre tout ce qui vient porter atteinte à la dignité, à la liberté et à l'égalité, en un mot à la fraternité telle que nous la concevons.

C'est bien là le sens des questions qu'a posé le collectif Alerte aux candidats à la présidence de la République, ainsi que vous avez pu le voir dans la presse et sur le site de notre fédération. Le collectif Alerte (qui regroupe 37 fédérations nationales) constate que malgré l'immense richesse de

la France, la situation de pauvreté et d'inégalité ne s'est pas améliorée, parce que notre société ne l'a pas refusée et que nos gouvernements n'ont pas décidé prioritairement d'éradiquer la pauvreté. Ils ne s'en sont pas donné les moyens souligne le collectif.

Nous ne pouvons pas nous contenter de gérer l'exclusion, ou de soulager la souffrance, même si c'est indispensable dans un premier temps. Nous devons agir pour les éradiquer. Ne rien faire, c'est accepter, dit-on.

Il est dans notre pouvoir, il est de notre devoir et de notre responsabilité de dire notre refus d'une société qui continue à produire de l'exclusion, de la fragilité et de l'exploitation. On sait bien en effet que placer les êtres humains dans une situation de dépendance, de crainte et de peur permet de les dominer et d'obtenir d'eux à moindre prix qu'ils ne contestent pas l'ordre (le désordre ?) établi et acceptent les situations de précarité que ce soit pour le travail ou le logement et qu'ils n'osent plus s'insurger contre les injustices et les inégalités.

Jusques à quand laisserons-nous les personnes enfermées dans des situations de réfugiés, de migrants, de sans domicile fixe, de chômeurs longue durée ou de travailleurs pauvres ?

Jusques à quand accepterons-nous que l'on confonde droit au logement et hébergement et que les revenus d'un travail – précaire et/ou à temps partiel imposé – ne permettent même pas de se loger et de vivre dignement ?

Pouvons-nous accepter qu'au nom du soi-disant réalisme économique on détruise peu à peu les acquis de la Révolution et plus près de nous ceux de la Résistance. Faut-il que ce soit les membres du Conseil National de la Résistance qui nous exhortent aujourd'hui à ne pas accepter les reculs démocratiques et la mise à mal des droits sociaux (sécurité sociale, retraites, droit à la culture, à l'éducation, presse indépendante, lois sociales, lois ouvrières, lois agricoles, droit du travail, services publics, etc..) qu'ils ont su mettre en place, alors que l'argent manquait tant en 1944.

Jusques à quand accepterons-nous que l'économie prenne le pas sur les Etats, déchire le tissu social, conduise à l'exaspération sociale et au rejet de l'autre ?

Comment pouvons-nous accepter que parmi les 150.000 personnes nourries par les banques alimentaires se trouvent 10% de salariés et 16 % de retraités, alors que l'existence même de banques alimentaires devrait être perçue comme une honte pour une société aussi riche que la notre ?

Ceci interroge précisément sur l'origine de sa richesse et sur la richesse du monde également, d'un monde dominé par un individualisme exacerbé qui se réalise pleinement dans le néolibéralisme globalisé qui privilégie le profit maximum des uns au détriment de la justice, quand ce n'est pas de la vie, des autres.

Le moins que l'on puisse dire c'est que ces situations sont en totale opposition avec nos références.

Arrêtons de penser que nous ne sommes pas concernés ou que nous ne pouvons rien faire sous prétexte qu'ainsi irait le monde, mais bien au contraire, et, conformément à notre charte, affirmons notre solidarité, clamons notre refus, « protestons » et témoignons par nos actions que non seulement un autre monde est possible, mais qu'un autre monde peut advenir pour peu que nous en soyons et que nous le voulions

Cela ressemble fort à un programme politique, certes, et j'en conviens, mais nous avons tous un geste éminemment politique à accomplir prochainement. Et nous avons tous une responsabilité politique et citoyenne qui s'exerce au quotidien, - qui que nous soyons, où que nous soyons, - une responsabilité qui s'exerce, soit par notre acceptation de la situation, soit par notre engagement à faire changer les choses.

Il faut en effet rappeler que c'est de la vigilance que peut naître l'action. Cela veut dire que nous devons savoir regarder autour de nous et prendre le risque de la parole, prendre le risque d'aller à contre courant et de dénoncer ce qui nous paraît porter atteinte à la conception que nous avons de l'homme et de la vie en société.

Prendre le risque de s'opposer à l'ordre dominant, lui faire obstacle puisqu'il fait obstacle à la vie des plus démunis, en un mot résister. Or devant l'état du monde, que ce soit sur le plan social ou sur le plan écologique, l'indignation, la protestation et la révolte sont nécessaires et légitimes. Notre charte nous convoque à y participer. La vigilance et la résistance sont une espérance en action qui prend soin du monde.

Et parce que nous sommes témoins d'Espérance, nous sommes appelés à être des acteurs d'espoir.

Valence, le 23.03.07
Hubert Pfister